

RÉALITÉS

de nos métiers



JOURNAL N° 32

juin 2019

NUMÉRO SPÉCIAL : retraités

Assemblée Générale

PRÉSENTATION



La première assemblée générale de l'année, des retraités de l'académie de Nancy-Metz, s'est déroulée le lundi 5 juin 2019 avec une participation importante :

- **Pour le 54** : Jean-Paul André, Christian Tabaglio, Denise Weingaertner, Henri Machetti, Gisèle Remond, Michel Simonin, Anne Risse, Nicole Chary, Patrick Bretenoux, Antoinette Ferry, René Mampey, Claudine Dupays.
- **Pour le 57** : Jean-Yves Boutou, Jean-Claude Salm.
- **Pour le 55** : José Fays.
- **Pour le 88** : Alain Vexlard, Claudette Vexlard, Michel Gérard.
- **Invitées** : Dominique Hippolyte, secrétaire général de la SNR, Danièle Velain de l'USR 54, Victor Alem du SDEN 54.

De nombreux camarades se sont excusés :

- **Pour le 54** : Jacqueline Tabaglio, Loris Ravasio, Annie Henry, Lucile Lambert.

- **Pour le 55** : Marc Klein.
- **Pour le 57** : Philippe Kugler, secrétaire régional.

- **Pour le 88** : Jean-Marcel Hingray, Chantal Cursio, Gérard Bontems, Yvon Papelier.

L'ordre du jour est le suivant :

- Rapport introductif,
- Discussion,
- Question diverses.

Un hommage a été rendu à notre doyenne vosgienne Suzanne Doridant, décédée l'an passé à 103 ans.

L'assemblée générale a eu une pensée pour Bernard De-gois qui réside en EHPAD depuis son AVC, et pour Chantal Cursio dont le mari est gravement malade, ainsi que sa maman.

Présidente de séance : Denise,

Secrétariat : Nicole,

Compte-rendu : Claudine.

INTRODUCTION AU DÉBAT

Jean-Paul ANDRÉ



On le sait, la question de la convergence, ou pas, avec les gilets jaunes fait débat dans notre syndicat. Des contradictions traversent la CGT, ses responsables, ses militants. Depuis l'origine nous, militants CGT, sommes traversés d'interrogations, de doutes et néanmoins de volonté d'être présents. Nos militants ont été traversés par plusieurs courants.

Certains veulent participer au mouvement, défendre les revendications des gilets jaunes qui rejoignent pour l'essentiel les revendications CGT : hausse du SMIC et des retraites, retour de l'ISF, défense des services publics, etc ...

D'autres hésitent parce que ce mouvement porte en lui des dérives racistes, sexistes et homophobes, d'extrême droite. De plus, quelques gilets jaunes ont rejoint des partis d'extrême droite ou populistes pour les élections européennes.

Nous avons vu ce 1^{er} mai des convergences CGT - gilets jaunes qui devaient affirmer notre identité et notre combativité de classe. Le gouvernement a tout fait pour casser cette convergence en s'attaquant à la CGT avant le départ de la manif à Paris. Macron, Castaner veulent isoler la CGT et craignent cette convergence des luttes.

En province, des gilets jaunes étaient à côté des manifestants CGT et semblaient partager les mêmes revendications.

Nous devons débattre à cette AG sur ces différentes affirmations et revendications :

- Faut-il participer au mouvement ? Défendre les revendications des gilets jaunes qui rejoignent pour l'essentiel les revendications CGT ? Combattre sans hésitation toutes les dérives racistes, sexistes et homophobes, dégager l'extrême-droite en embuscade ?
- Organiser la convergence gilets rouges et gilets jaunes, avec toutes les entreprises en lutte, avec les lycéens et étudiants ?
- Participer aux blocages, aux manifestations, protéger les jeunes, affirmer notre identité et notre combativité de classe ?

C'est le capitalisme qu'il faut abattre, et ce combat, on y

participe ?

Durant sa campagne, Emmanuel Macron avait jugé le statut de la Fonction publique inadapté et avait prévu la suppression de 120 000 emplois. Il confirme !

Après la réforme du Code du travail, devenue référence sociale, il s'attaque maintenant à la Fonction publique et aux statuts des fonctionnaires : salaire au mérite, gel du point d'indice, journée de carence, mobilité imposée, toujours moins de réponses aux besoins, toujours plus chers pour les usagers devenus clients ...

La transformation de la fonction publique s'inscrit dans la poursuite de la construction d'une société de précarité et d'individualisme dans un monde du travail fragilisé.

Transformer la fonction publique et l'affaiblir :

- c'est condamner à la paupérisation et à la désertification des pans entiers de notre territoire,
- c'est fragiliser nos concitoyens, notre économie, comme notre capacité à développer l'emploi.

Aujourd'hui, c'est principalement la spéculation et les dividendes qui sont alimentées, à l'exemple du CICE, qui est un vrai gaspillage d'argent public tant son inefficacité est démontrée en matière de création d'emploi.

La CGT milite :

- pour un renforcement des moyens afin de garantir des services publics de qualité,
- pour un statut général des fonctionnaires rénové et renforcé, garantissant leur indépendance et leur responsabilité, socle incontournable de l'égalité d'accès aux emplois publics.

La sécurité sociale, c'est la santé, la famille, la retraite, le gouvernement voudrait transformer notre système de sécurité sociale financé par la solidarité en un système de protection sociale financé par l'impôt .

Notre sécu, ses objectifs, ses principes, sont des symboles d'une société moderne, juste et solidaire. Elle se résume par ces mots qui sont à la base de sa création : « cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins ». Pourtant depuis le début, elle fait l'objet de nombreuses attaques par les gouvernements successifs et surtout par un patronat, qui a combattu de tous temps les idées de partage des richesses et de société solidaire.

La sécurité sociale impose la notion de redistribution. Pas la protection sociale !

Il n'existe pas actuellement de définition juridique du périmètre de la protection sociale, contrairement au terme de « sécurité sociale » qui inclut une notion de redistribution (entre actifs et retraités, entre personnes bien portantes

et malades etc ...).

Remplacer « sécurité sociale » par protection sociale est une remise en cause du sens de celle-ci.

La sécurité sociale repose sur des droits financés par des cotisations, c'est-à-dire par le travail et non pas, par ce que vise le gouvernement : l'impôt. C'est-à-dire la fiscalisation de la sécurité sociale.

Depuis 1993, les réformes successives des retraites ont été menées au nom de l'équilibre financier des régimes. Aujourd'hui le déficit des caisses est en voie de résorption, au prix de la baisse du niveau des pensions et du départ plus tardif en retraite.

Le projet est de transformer le système actuel par annuités en un régime par points.

Un régime par annuités est « à prestations définies », (les 25 meilleures années pour les travailleurs du privé, les six derniers mois pour les fonctionnaires).

Un régime par points est « à cotisations définies ».

Jean-Paul Delevoye, haut commissaire à la réforme des retraites, précise : « *la retraite est le reflet de la carrière, ça, c'est quelque chose qui est juste. Si vous avez une belle carrière, vous aurez une belle retraite, si vous avez une moins belle carrière, vous aurez une moins belle retraite* ».

En clair, le salarié qui aura un travail difficile avec un petit salaire (*carrière longue avec un petit salaire*) aura une va-

leur de point correspondant à son taux horaire, il sera obligé de cotiser plus longtemps pour avoir une retraite correcte. Le pourra-t-il ?

Un salarié ayant un bon salaire mais peu d'années de cotisation du fait d'une rentrée tardive sur le marché du travail (*carrière courte avec un bon salaire*) devra cotiser plus longtemps pour avoir une retraite correcte.

Avec la retraite par points, l'âge minimum de départ à la retraite à 62 ans est une supercherie. On ne saura pas le montant du point avant l'âge de départ en retraite.

L'idée est de sortir certains dispositifs du système de retraites et de les faire financer par la fiscalité. On n'aura pas de visibilité sur sa future pension. Dans le contexte actuel de recherche tout azimut de baisse des dépenses publiques, il y a là un risque majeur de régression.



DÉBAT



Douze camarades se sont exprimés sur les thèmes suivants :

Les retraites

Difficulté de partir à 62 ans avec une carrière pleine.

Pour les futurs retraités, la pension sera revue tous les ans, les jeunes se sentent moins concernés.

Le CNR correspondait à un socialisme actif, il est désormais absent des cours d'histoire ... Le droit du travail n'est plus enseigné ... Il s'agit de casser la redistribution pour

aller vers la capitalisation : l'individualisation complète est recherchée dans tous les domaines.

La retraite par point sera inégale suivant les professions, et les femmes seront pénalisées, mais, comme dit Macron, cela coûte un pognon de dingue, et il va mettre en place le RUA (revenu universel d'activité) à la place du RSA.

La CSG des retraités est pénalisante.

Le patronat veut « tuer » la sécurité sociale, qui sera liée à l'impôt.

Les gilets jaunes

Les avis sont partagés : ils ne sont pas tous racistes et homophobes. Ils donnent un autre modèle de manifestation, à imiter ?

Ils portent des revendications sociales, et, au départ, ont refusé les syndicats, ils seraient manipulés : aucune confiance dans ce mouvement.

Ils seraient récupérés par l'extrême droite, ils n'ont pas de revendications sur l'énergie et ont discrédité les syndicats.

Ils ont trouvé une forme différente d'action car ils ne



croient plus dans les institutions : renforcement de la solidarité contre l'individualisme.

Les syndicats

Il y a trop de syndicats en France, ils ont des difficultés pour se faire comprendre des salariés qui sont divisés en raison des primes. De plus, il y a trop de déserts syndicaux du fait de l'atomisation du travail. La formation de la classe ouvrière a changé.

Les revendications de la CGT sont connues du public et les manifestations permettent la bataille d'idées.

Il est de plus en plus difficile de syndiquer les salariés et de mobiliser les retraités contre les attaques du gouvernement concernant leur pension. Mais arrêtons de faire de la désespérance, sinon on n'arrive à rien.

La formation professionnelle-Emploi-Fonction publique

Rappel d'Anicet le Pors : en 1981/1982 et la création de l'heure d'information syndicale : il a fallu attendre 20 ans pour qu'on s'en serve ! Actuellement, il est très difficile d'obtenir des avancées sociales.

L'école s'inscrit dans la mondialisation.

Comment créer de l'emploi en supprimant des postes dans la fonction publique, et en embauchant des contractuels à la place de fonctionnaires ?

C'est la casse du statut de la fonction publique : tous les conquies sociaux sont détruits.

La baisse du chômage est liée à l'emploi de contractuels et de personnels précaires.

L'énergie

Elle sert à enrichir les actionnaires.

De nombreuses privatisations sont envisagées : barrages, ADP, SNCF, etc. Pour la SNCF, la France a donné son accord à Bruxelles. Il faut revoir le statut des cheminots pour éviter la sous-traitance et les accidents. Si nous obtenons 4,7 millions de voix, on peut gagner pour ADP (action des dividendes prioritaires)

S'il y a moins de centrales, le prix de l'électricité sera multiplié par 7.

Les violences policières

Répression contre les gilets jaunes et la CGT le 1^{er} mai.

Le racisme

Il y en a moins à la CGT où existe encore les réflexes de classe, contrairement au RN.

Au sujet des migrants qui meurent en Méditerranée, soyons solidaires !

Les urgences hospitalières

Les grèves durent depuis 2 mois à Lariboisière, et sans réponse à ce jour.

Nous aurions pu, comme prévu continuer jusqu'à 13h.
Mais notre camarade Dominique devait repartir à Paris par le TGV de 14h20.
Ce sera pour la prochaine AG. Afin que personne ne reste sur sa faim ...

